

Questions orales

Quand vient le temps de s'attaquer aux problèmes des pauvres ou d'adopter des mesures sociales progressives, le Parti libéral dit oui, mais vote non.

Des voix: Bravo!

Mme Albina Guarnieri (Mississauga—Est): Cette année, monsieur le Président, un demi-million de Canadiens font la queue chaque mois aux banques d'alimentation en espérant survivre au cours des deux dernières années du mandat du gouvernement actuel.

Le ministre s'engagerait-il aujourd'hui à visiter les banques d'alimentation au temps de Noël afin de constater lui-même l'état de pauvreté sur lequel son gouvernement insensible ferme les yeux?

Des voix: Bravo!

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, non seulement je visite régulièrement les institutions qui servent les Canadiens—banques d'alimentation, garderies ou quoi encore—mais je pense que la députée devrait profiter du temps des Fêtes pour rendre visite à des Canadiens qui ont trouvé du travail depuis six ans.

Elle devrait s'entretenir avec des mères qui, pour la première fois, ont pu dénicher un emploi, ont tiré leurs enfants de la pauvreté et ont bénéficié d'un crédit d'impôt—enfants deux fois plus élevé qu'auparavant. Elle devrait parler à des Canadiens qui ont longtemps souffert de l'indifférence des libéraux et qui ont profité des occasions que nous leur avons offertes où plus d'un million de Canadiens ont trouvé de nouveaux emplois.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, aujourd'hui encore un autre organisme indépendant, la Banque Toronto Dominion, a publié un rapport selon lequel «il s'agit, à une exception près, de la pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale.» Il en rejette la responsabilité, et là encore je cite le rapport: «sur la politique du gouvernement fédéral mise en oeuvre par la Banque du Canada».

Ma question s'adresse au ministre des Finances. Maintenant que les États-Unis ont abaissé leur taux bancaire à 6,5 p. 100, bien que leur taux d'inflation soit plus élevé qu'ici au Canada, le gouvernement va-t-il abaisser nettement les taux d'intérêt dans notre pays de manière à aider les nécessiteux et les chômeurs en cette triste période alors qu'approche la fête de Noël.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous avons très régulièrement abaissé les taux d'intérêt depuis le mois de mai de cette année où le taux de la Banque du Canada était de 14,05 p. 100. La semaine dernière, il était de 12,01 p. 100. Il va baisser demain quand aura lieu l'adjudication des bons du Trésor.

Pour remédier à la crise économique, nous avons continuellement réduit les taux d'intérêt. Comme je le disais en réponse à une question précédente, l'écart entre les taux d'intérêt américains et canadiens a diminué de quelque 150 points de base au cours de la même période.

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Il est évident que ce gouvernement ne fait rien pour protéger les victimes de la récession que nous connaissons.

Plus de 17 000 Canadiens font la queue tous les jours devant les banques d'alimentation; ce chiffre est de 500 000 par mois. Il s'agit d'une hausse de 30 p. 100 par rapport à l'année dernière. Plus de 1,9 million de Canadiens touchent des prestations d'assistance sociale. Au lieu d'offrir une main secourable aux pauvres du Canada, le gouvernement leur donne une gifle en pleine figure en plafonnant les prestations accordées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada.

En cette période des Fêtes, compte tenu de l'hiver rigoureux qui nous attend et vu le nombre de plus en plus croissant de nécessiteux qui souffrent de la faim, le ministre accepterait-il pour une fois de revenir sur sa décision et d'aider les pauvres du Canada en supprimant le plafonnement des prestations accordées au titre du Régime d'assistance publique du Canada?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, lorsqu'on a décidé de plafonner l'aide accordée au titre du Régime d'assistance publique du Canada, on visait surtout à limiter à 5 p. 100 environ la hausse des prestations versées cette année aux trois provinces les plus riches.

Dans la province d'origine du député, par exemple, les prestations versées dans le cadre du Régime ne sont nullement plafonnées. Cette année, les provinces recevront quelque 5,8 milliards de dollars au titre du Régime d'assistance publique du Canada.

Le moment est venu pour les députés de l'opposition d'être honnêtes avec les Canadiens. Compte tenu du fait que chaque Canadien doit assumer sa part de la dette nationale d'Ottawa, part qui s'élève à 13 000 dollars